

## NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2024

L'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. Cette note accompagne le projet de BP transmis aux Conseillers municipaux 12 jours avant le vote de celui-ci.

La présente note répond à cette obligation pour la commune ; elle sera disponible sur son site internet.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes autorisées et prévues pour l'année 2024. Il respecte les principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre et antériorité. Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte, ou le 30 avril l'année de renouvellement de l'assemblée, et transmis au représentant de l'État dans un délai de 15 jours maximum après la date limite de vote du budget. Par cet acte, le maire, ordonnateur, est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Le budget 2024 sera voté le 11 mars 2024 par le conseil municipal. Il sera consultable sur simple demande aux heures d'ouvertures de la mairie.

Il a été établi avec la volonté :

- de maîtriser les dépenses de fonctionnement dans un contexte inflationniste tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus aux habitants ;
- de contenir la dette en limitant le recours à l'emprunt ;
- de mobiliser des subventions auprès du Conseil Départemental, de la Région ou de l'Etat chaque fois que possible.

Les sections de fonctionnement et d'investissement structurent le budget de notre collectivité. D'un côté, la gestion des affaires courantes (ou section de fonctionnement), incluant notamment le versement des rémunérations des agents ; de l'autre, la section d'investissement qui a vocation à préparer l'avenir.

### I. La section de fonctionnement

#### a) Généralités

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux. C'est un peu comme le budget d'une famille : le salaire des parents d'un côté et toutes les dépenses quotidiennes de l'autre (alimentation, loisirs, santé, impôts, remboursement des crédits...).

Pour notre commune :

Les recettes de fonctionnement correspondent aux sommes encaissées au titre des prestations fournies à la population, aux impôts locaux, aux dotations versées par l'Etat, à diverses subventions.

Les recettes de fonctionnement 2024 représentent **608 702,69** euros.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les rémunérations du personnel municipal, l'entretien et la consommation des bâtiments communaux, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services effectuées, les subventions versées aux associations et les intérêts des emprunts à payer.

Les rémunérations des agents correspondent à 46,98 % des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses de fonctionnement 2024 représentent **414 554,62** euros.

Au final, l'écart entre le volume total des recettes de fonctionnement et celui des dépenses de fonctionnement constitue l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la commune à financer elle-même ses projets d'investissement sans recourir nécessairement à un emprunt nouveau.

Il existe trois principaux types de recettes pour une commune :

- Les impôts locaux,
- Les dotations versées par l'Etat,
- Les recettes encaissées au titre des prestations fournies à la population.

b) Les principales dépenses et recettes de la section :

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	122 855,62	0,00	122 855,62
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	194 600,00	0,00	194 600,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	88 812,00	0,00	88 812,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>406 267,62</b>	<b>0,00</b>	<b>406 267,62</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	8 287,00	0,00	8 287,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>414 554,62</b>	<b>0,00</b>	<b>414 554,62</b>

023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00		184 563,07	0,00	184 563,07
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	0,00		9 585,00	0,00	9 585,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>		<b>194 148,07</b>	<b>0,00</b>	<b>194 148,07</b>

<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>608 702,69</b>	<b>0,00</b>	<b>608 702,69</b>
--------------	-------------	-------------	-------------------	-------------	-------------------

<b>+</b>					
<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>					<b>0,00</b>

<b>=</b>					
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>					<b>608 702,69</b>

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	33 675,00	0,00	33 675,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	82 003,00	0,00	82 003,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	276 205,00	0,00	276 205,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	110 064,00	0,00	110 064,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	28 000,00	0,00	28 000,00
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>530 947,00</b>	<b>0,00</b>	<b>530 947,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>530 947,00</b>	<b>0,00</b>	<b>530 947,00</b>

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>530 947,00</b>	<b>0,00</b>	<b>530 947,00</b>
--------------	-------------	-------------	-------------------	-------------	-------------------

+

<b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b>	<b>77 755,69</b>
---	------------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b>	<b>608 702,69</b>
--	-------------------

#### Pour information :

<b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)</b>	<b>194 148,07</b>	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	-------------------	--

#### c) La fiscalité

Les taux des impôts locaux pour 2024 sont votés sans augmentation et s'établissent à :

- *concernant les ménages*
  - Taxe foncière sur les propriétés bâties : **43,89 %**
  - Taxe foncière sur les propriétés non bâties : **64,38 %**
  - Taxe d'habitation (sur les résidences secondaires) : **16,11 %**
- *concernant les entreprises*
  - Cotisation foncière des entreprises (CFE) : **21,57 %**

Le produit attendu de la fiscalité locale s'élève à **276 205,00 €**.

#### d) Les dotations de l'Etat.

Les dotations attendues de l'Etat sont à l'étude. Un complément sur la DETR 2022 pour la traverse de Vadalle est intégré au BP pour un montant de 6 856,81 €

## II. La section d'investissement

### a) Généralités

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Pour un foyer, l'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine familial : achat d'un bien immobilier et travaux sur ce bien, acquisition d'un véhicule, ...

Le budget d'investissement de la commune regroupe :

- en dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création.

- en recettes : deux types de recettes coexistent : les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (par exemple la Taxe d'aménagement) et les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (par exemple : des subventions relatives à la Traverse de Vadalle en 2021...).

### b) Une vue d'ensemble de la section d'investissement

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	509 065,36	684 124,87
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	108 354,82	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 66 704,69	(si solde positif) 0,00
=		=	=
Total de la section d'investissement (2)		684 124,87	684 124,87

### c) Les principaux projets de l'année 2024 sont les suivants :

- Construction d'une Résidence Senior,
- Réfection de chaussées de voies communales
- Réfection de logements communaux,
- Réfection de Bâtiments publics

### d) Les subventions d'investissements demandées :

- de l'Etat : 70 470 €
- de la Région : 0 €
- du Département : 60 000 €
- Autres : CNSA : 40 000 €, CARSAT 100 000 €.

*Nota : seules les subventions accordées et dont la commune possède l'arrêté correspondant peuvent être intégrées dans le budget.*

### III. Les données synthétiques du budget – Récapitulation

#### a) Recettes et dépenses :

Recettes et dépenses de fonctionnement :

Ventilation des recettes :

- Cantines et redevances d'utilisation : 33 675 €
- Dotations de compensation de l'Etat : 110 064 €
- Taxes : 82 003 €
- Loyers, SDF baux : 28 000€
- Remboursements assurance : 1 000 €
- Fiscalité locale et droits de mutation : 276 205 €

Ventilation des dépenses

- Générales : 122 557 €
- Personnel : 194 600 €
- Indemnités élus et organismes extérieurs : 88 812 €
- Intérêts d'emprunt : 8 287 €

Recettes et dépenses d'investissement :

- recettes : crédits reportés 2023 : 0 €  
Nouveaux crédits : 684 124,87 €  
TOTAL : 684 124,87 €

- dépenses : crédits reportés 2023 : 108 354,82 €  
Nouveaux crédits : 509 065,36 €  
TOTAL : 617 420,18 €

SOLDE D'EXECUTION 2023 NEGATIF REPORTE : 66 704,69 €

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES : **684 124,87 €**

#### b) Principaux ratios

Informations financières – ratios										Valeurs	
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population									762.9	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population									977.8	
3	Dépenses d'équipement brut / population									550.64	
4	Encours de dette / population (2) (3)									846.93	
5	DGF / population									88.24	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)									46.98 %	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)									109.3562 %	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement									56.31 %	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)									86.6161 %	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)									-58.05 %	

#### c) Etat de la dette

COMMUNE DE AUSSAC VADALLE (M57) - COMMUNE AUSSAC VADALLE - BP (projet de budget) - 2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
1682 Bons à moyen terme négociables		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
(total)												
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		399 885,45					63 868,52	7 896,62	0,00	0,00

Voir le détail de la dette dans les annexes du BP 2024

CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	172 155,14
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	172 155,14
Recettes réelles de fonctionnement	II	530 947,00

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	I / II	32,42
--	--------	-------

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.  
(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.  
(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.  
(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Nota : l'annuité 2024 intègre le remboursement en capital du prêt relais FCTVA (100 000€)ce qui fausse le ratio du tableau qui est de 13,59%

Remboursement annuité de la dette (hors construction RS)

